



POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE L'EMPLOI EN AGRICULTURE :

PROTECTION SOCIALE AGRICOLE, DES SOLUTIONS POUR L'AVENIR !

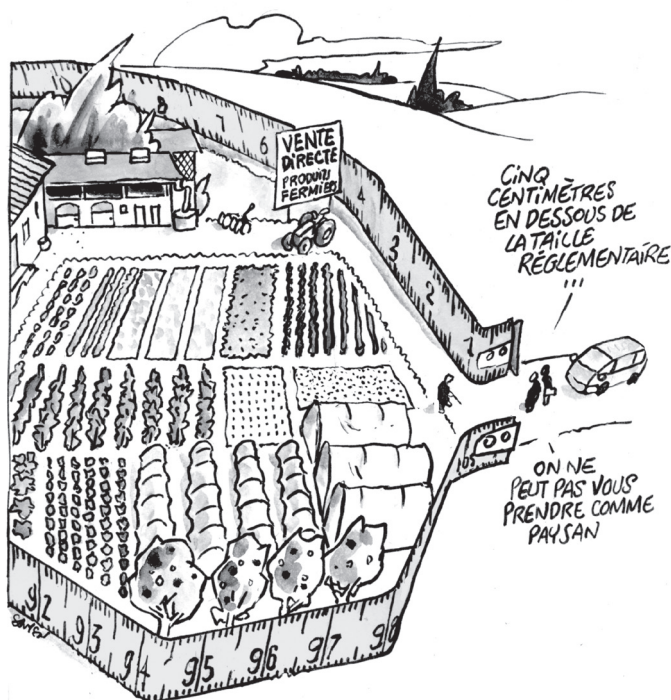
Notre système de protection sociale est spécifique au monde agricole. Basé depuis l'après-guerre sur la **solidarité et la répartition**, valeurs que défend la Confédération paysanne, il est géré par ses bénéficiaires professionnels (paysans et salariés de l'agriculture) via la Mutualité sociale agricole (MSA). En 2015, les paysannes et les paysans choisissent leurs représentants à la MSA, l'occasion de choisir aussi une politique sociale agricole.

La population agricole ne cesse de diminuer. Plus de 20 % des chefs d'exploitation ont disparu entre 2000 et 2010, passant de plus de 760 000 à 604 000. Une exploitation sur quatre a disparu dans la décennie. Et il n'y a pas pour autant de transfert social puisque le nombre de salariés permanents chute également (- 6 % sur la période)*.

L'agrandissement effréné de certains et l'industrialisation de la production, encouragée par les politiques agricoles, en sont les raisons principales. Mais la Confédération paysanne refuse d'accepter ce qui n'a rien d'une fatalité.

Les solutions existent. Elles passent par un accès facilité au métier, par la reconnaissance des spécificités des nouveaux arrivants, par le changement de règles à l'installation, par une protection sociale juste et solidaire, par le financement de vraies retraites pour nos aînés, par l'équité de traitement femme-homme, par une politique fiscale qui favorise l'emploi.

Des jeunes et des moins jeunes veulent s'installer, d'autres modèles se mettent en place sur le terrain, la terre est libre pour autant qu'on l'attribue à ceux qui en ont besoin. Il faut changer de cap !



Évolution du nombre d'emplois agricoles

	Total	Chefs d'exploitation et coexploitants	Conjoints non coexploitants actifs	Autres membres de la famille	Salariés permanents
Nombre de personnes					
1988	2 038 595	1 088 731	525 825	262 742	161 297
2000	1 319 210	763 953	247 965	143 055	164 237
2010	966 312	603 899	137 311	70 154	154 948
Évolutions annuelles en %					
2000/1988	-3.6	-2.9	-6.1	-4.9	0.2
2010/2000	-3.1	-2.3	-5.7	-6.9	-0.6

* Source : Recensement général de l'agriculture – 2010

Source : SSP, recensements agricoles

RÉORIENTER LES POLITIQUES POUR FACILITER L'ACCÈS AU MÉTIER

UNE PRIORITÉ : L'INSTALLATION

Il y a les discours et il y a les faits. Les chiffres sont accablants et ils sont le fait d'une politique qui ne fonctionne pas. Pour preuve, malgré l'existence d'un dispositif d'aides publiques, deux installations sur trois se font hors de ce circuit. L'échec de la politique du syndicat Jeunes agriculteurs est indéniable, malgré des moyens financiers très importants. Il faut instaurer un vrai pluralisme et ouvrir d'urgence les dispositifs actuels à de nouveaux partenaires qui accompagnent les futurs paysans.

La limite d'âge de 40 ans pour bénéficier de soutiens pour l'acquittement des cotisations sociales les 1^{ères} années doit être supprimée car elle ne correspond pas à la réalité des installations. Beaucoup de personnes s'installent après des études longues, un parcours professionnel. Un installé, quel que soit son âge, c'est un nouvel emploi agricole !

L'installation ne peut se faire sans une politique de transmission des fermes. Il faut anticiper le départ des cédants au moins cinq ans à l'avance et mettre en place des déclarations d'intention de cesser l'activité agricole efficaces et obligatoires afin de mettre en relation cédants et futurs repreneurs.

Certaines exploitations se sont tellement agrandies ces dernières années qu'elles ne sont plus transmissibles. Il convient donc de permettre la divisibilité de certaines exploitations comme le demandent nombre

de candidats. Osons le pari de faire d'une exploitation trois fermes ! Pour ceci, les règles de transfert doivent être revues (rétrocessions Safer).

La fiscalité a aussi son mot à dire car il y a déconnexion croissante entre la valeur patrimoniale des biens à reprendre et leur valeur économique ou d'usage. La faible pension des retraites agricoles ne fait qu'accentuer cette volonté de réaliser « son capital » au moment de la transmission et, par conséquent, d'empêcher l'installation.

RÉFORMER LES SYSTÈMES DE COTISATIONS SOCIALES : PAYER SELON SON REVENU

Les cotisations sociales garantissent la protection dans l'exercice du métier et l'obtention d'une retraite demain. Pourtant, elles sont aussi perçues comme un montant prélevé sur les résultats. A la Confédération paysanne, nous savons qu'une protection sociale, ça doit se payer, mais le mode de prélèvement actuel est injuste !

Niveau de prélèvements sociaux pour un chef d'exploitation selon son revenu

Revenu annuel en euros	Pourcentage de prélèvements sur le revenu
6 000	57 %
60 000	38 %

Il faut retrouver, à minima, un système véritablement proportionnel au revenu. Les assiettes minimales de cotisations pénalisent fortement les revenus modestes. Or, le revenu du paysan dépend pour l'essentiel des politiques agricoles qui dérèglent les marchés. La PAC a créé des rentiers d'un côté et des laissés-pour-compte de l'autre.

L'assiette de la cotisation maladie (AMEXA) est de 7 624 € pour l'année 2014. C'est sur cette base que la MSA va appliquer une cotisation proche de 11 %, même si le revenu est nettement inférieur. La cotisation de retraite complémentaire obligatoire (RCO) a même une assiette de 17 344 € alors que 70 % des paysans ont un revenu inférieur !

Avec un système plus proportionnel, les prélèvements seraient enfin en rapport avec les revenus, non seulement pour les nouveaux installés, mais aussi pour l'ensemble des paysans.

Dans un premier temps, deux mesures doivent s'appliquer :

- permettre à tout nouvel installé, même au-delà de 40 ans, de bénéficier des exonérations sociales « installation » sur 5 ans ;
- supprimer l'assiette Amexa car la prestation maladie est un droit universel.

L'objectif à terme doit être d'instaurer un système de prélèvement social progressif comme l'impôt sur le revenu : « je suis moins prélevé si je gagne moins et plus prélevé si je fais un bon revenu ».

L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE MALADIE (IJ) : CHERCHEZ L'ERREUR !

Si la création de cette nouvelle prestation ne peut être que saluée, son fonctionnement est contraire au principe de solidarité :

- une cotisation (200 € par an) forfaitaire qui nie le principe de « cotiser selon ses moyens »,
- une prestation forfaitaire faible (21 € par jour jusqu'au 28^{ème} jour, puis 28 €) octroyée à tous en saupoudrage et sans rapport avec les besoins réels de remplacement (une journée de remplacement coûte 160 €).

ENDETTEMENT : CRISE DU MODÈLE PRODUCTIVISTE

Ces trente dernières années, l'endettement moyen des agriculteurs (en euros constants) n'a cessé d'augmenter, passant d'environ 50 000 € en 1980 à plus de 163 700 € en 2011*. Le montant de l'endettement est bien sûr lié à la taille économique de l'exploitation, mais aussi au « modèle » d'installation mis en avant puisque cet endettement moyen est 200 000 € chez les moins de 40 ans.

* Source : Recensement général de l'agriculture – 2010

MALADIES PROFESSIONNELLES : LES PAYSANS VICTIMES DE L'INDUSTRIALISATION

Cancer du cerveau, Parkinson... Les maladies dues à l'exposition aux pesticides commencent seulement à être reconnues. Les paysans sont les premières victimes des pesticides ! Par ailleurs, les femmes sont plus touchées par les maladies professionnelles (+ 50% selon la MSA !). A l'origine de ce décalage, une présence plus forte des femmes dans l'élevage de petits animaux (lapins, volailles).



RETRAITES : EN FINIR AVEC DES PENSIONS PROCHES OU INFÉRIEURES AU SEUIL DE PAUVRETÉ.

Montants mensuels retraites en €	Hommes	Femmes
Agriculteurs-trices	784	552
Ensemble des régimes	1 835	1 325

Source : ministère de l'Agriculture, ministère des Affaires sociales – 01/08/2014

Le niveau des retraites agricoles est scandaleusement bas, bien en deçà du seuil de pauvreté en France (814 €).

Le droit à une retraite digne est un élément essentiel de la solidarité au sein de la société. Pourtant, il est sans cesse contesté à cause du vieillissement de la population et des restrictions budgétaires par ceux qui préféreraient le développement de retraites par capitalisation, facultatives et forcément réservées à ceux qui ont les plus gros moyens.

Nous sommes le seul syndicat à affirmer que ce sont des installations nombreuses maintenant qui feront les cotisants de demain. Nous affirmons que, dès maintenant, aucune retraite ne doit être inférieure à 85% du SMIC, et qu'il faut aboutir au plus vite à des retraites à parité avec les autres catégories socioprofessionnelles. Il faut en finir avec les sous-statuts de conjoint-collaborateurs et d'aide-familiaux, coupables des trop faibles pensions pour les agricultrices. A travail égal, pension égale !

NON À LA DISCRIMINATION À L'ENCONTRE DES FEMMES !

Les femmes retraitées de l'agriculture touchent une pension mensuelle moyenne indécente de 552 € par mois, inférieure de 230 € par rapport à celle des hommes, déjà trop faible. Plus de 3 000 femmes conjointes n'ont droit à aucune pension par défaut de déclaration pendant leur carrière. Il faut en finir avec ces discriminations !

Pour financer l'amélioration des retraites, la Confédération paysanne avance des propositions concrètes, tant auprès du ministère de l'Agriculture, que de celui des Affaires sociales ou encore de la MSA :

- supprimer l'assiette de cotisation plafonnée à 37 000 € ;
- changer les règles fiscales pour les sociétés agricoles car les montages sociétaires, les niches fiscales (revoir à ce titre l'exonération sur les plus-values) creusent un fossé entre « le revenu de la ferme France » (9,7 milliards d'€ en 2013) et l'assiette des revenus soumis à prélèvement sociaux (6,5 Md €) ;
- taxer davantage les plus-values sur les terres agricoles changeant d'affectation (70 000 ha pour « aménagement du territoire » et constructions) ;
- élargir l'assiette de prélèvement aux revenus financiers et fonciers ;
- revoir les assiettes minimales de cotisations en transférant une partie des cotisations sur la CSG-CRDS qui visent l'ensemble des revenus (travail et capital).

PRIORITÉ AU VERSEMENT DES COTISATIONS RETRAITES EN CAS DE DIFFICULTÉS

En cas de difficultés économiques, un assuré ne peut souvent payer l'intégralité de ses cotisations et la MSA affecte les sommes partielles ainsi reçues selon un ordre préférentiel qui considère les cotisations retraites comme non-prioritaires. La conséquence est double : non seulement le montant calculé sur les droits sera faible, mais l'absence de trimestre dans le décompte final entraînera l'application d'une décote très pénalisante (5 % de décote sur les droits à la retraite par année manquante).

La Confédération paysanne demande donc à affecter les sommes reçues par la MSA en priorité vers les cotisations retraites (juste après versement de la CSG-CRDS).

LE CAS DES CO-EXPLOITANTS DE 1993 À 2000

Entre 1993 et 2000, les couples qui exerçaient le métier de paysan en co-exploitation se sont vu octroyer, au titre des assurances vieillesse agricole, des points retraites de manière discriminatoire. Ils n'ont, pendant cette période, bénéficié que d'une attribution réduite de points (ex : 16 points pour les bas revenus sont devenus 8 points !). Cette situation n'est revenue à la normale qu'à partir de l'année 2000, mais les années précédentes ont été perdues alors que les cotisations ont été payées !

Lors de la liquidation de leur retraite de base, ces exploitants ou anciens exploitants sont ou seront donc pénalisés, souvent lourdement. La Confédération paysanne demande au ministère de rétablir les victimes de cette injustice dans leurs droits.

Au-delà, la MSA doit rendre beaucoup plus clair le calcul du montant de nos pensions : les notifications sont incompréhensibles !

La majoration de la pension (10 %) pour trois enfants doit devenir forfaitaire. Il faut abolir le coefficient de minoration qui pénalise les carrières incomplètes.

LES SANS DROIT DE L'AGRICULTURE

EMPLOIS SALARIÉS EN AGRICULTURE : ALERTE GÉNÉRALE !

En France, les exploitants agricoles concluent environ 1.3 millions de contrats de salariés par an. L'emploi saisonnier représente presque 900 000 contrats, majoritairement dans la viticulture et en cultures spécialisées. Parmi ces contrats, depuis une décennie se développe la prestation de service internationale avec l'emploi de travailleurs européens (Roumanie, Pologne...) ou de pays tiers. Le marché du travail en agriculture se structure désormais via de véritables sociétés de prestation de services transnationales.

L'absence de législation sociale harmonisée, les carences de contrôle dans l'application du droit existant, et surtout la volonté politique du « produire à bas coût » orchestrée par l'UE conduisent à cette situation dramatique pour les travailleurs : salaires minimum garantis et acquis sociaux inscrits dans le code du travail considérés comme obstacles à la concurrence, mais aussi conditions de vie et de logement indignes, prélèvements financiers abusifs des travailleurs par les sociétés, non paiement des heures supplémentaires, travail dissimulé... Au-delà, cette situation crée une concurrence déloyale insupportable entre agriculteurs.



La Confédération paysanne demande d'urgence le respect des droits sociaux fondamentaux par l'application d'une **conditionnalité sociale** à toute aide financière reçue, l'application des règlements et traités internationaux protégeant les travailleurs migrants (Organisation Internationale du Travail et droit des travailleurs migrants) et celle du concept du « juste échange » au plan international.

COTISANTS DE SOLIDARITÉ, PAYSANS NON RECONNUS

70 000 travailleurs indépendants en agriculture mettent en valeur une exploitation agricole sous le « statut » de cotisant de solidarité. Ce sont ceux qui ont une exploitation comprise entre 1/8 et 1/2 SMI mais aussi ceux qui ont des productions atypiques non

reconnues dans leur département. Ils ne bénéficient ni de protection sociale, ni des droits reconnus aux exploitants agricoles. S'ils représentent des situations variées, et sont majoritairement pluriactifs, 25% d'entre eux se déclarent paysans.

Pour ces derniers, une véritable reconnaissance sociale est indispensable !

Mais attention, cette reconnaissance impose de réformer en profondeur la capacité contributive des paysans. Les cotisants solidaires ne se feront pas reconnaître socialement car le changement de statut les fait passer de 300 € de cotisation à près de 3 000 € pour un chef d'exploitation.

La reconnaissance, c'est aussi obtenir le droit de vote aux élections professionnelles !

REGISTRE DES ACTIFS AGRICOLES

C'est une revendication de longue date de la Confédération paysanne pour reconnaître les cotisants de solidarité actifs, les installés progressifs, les pluriactifs, instaurer la transparence sur les sociétés agricoles. Ce registre est né avec la Loi d'avenir agricole. Outil de reconnaissance de l'activité pour la Confédération paysanne, le registre est attendu par la FNSEA comme un outil de sélection et de discrimination pour l'accès aux droits paysans et aux aides. Par ailleurs, les sociétés n'y figureront pas alors qu'elles servent à brouiller les pistes entre ceux qui travaillent et ceux qui ne font qu'investir et toucher des dividendes.

RSA : POUR L'ÉQUITÉ !

Beaucoup de paysans peinent à dégager un revenu décent pour vivre, mais peu font valoir leur droit au RSA, alors même que cela peut représenter un complément de revenu et ouvre des droits complémentaires : complémentaire santé (CMU-C), assiette sociale minimale Amexa plus faible... Par ailleurs, le plafond de revenu donnant droit au RSA est bien plus faible que pour les autres demandeurs : 635 € par mois contre 1 175 € pour les autres catégories, créant ainsi une discrimination professionnelle dont la Confédération paysanne demande la suppression.

LA PAC, MACHINE À EXCLUSION

Des aides PAC discriminantes ont pour conséquence d'éliminer un grand nombre de paysans. La nouvelle PAC met en place des planchers d'accès aux aides (pas d'aides avec moins de 10 vaches allaitantes, 50 brebis, 72 ruches...). Elle élimine les systèmes diversifiés, riches en emplois, en ne prenant pas en compte les équivalences de production pour des fermes ayant plusieurs productions.



Confédération Paysanne

Supplément à Campagnes Solidaires n°302

Décembre 2014 / Confédération paysanne - 104, rue Robespierre 93170 Bagnolet
Tél. : 01 43 62 04 04 / contact@confederationpaysanne.fr /
www.confederationpaysanne.fr